
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59564

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

verhalten in Clermont-Ferrand und die Größe ihrer Familien. Er weist darauf hin, daß die Krise im Weinbau Ende des 19. Jh. dazu führte, daß die Familien ihrer Sicherungsfunktion immer weniger nachkommen konnten, die sukzessive von der Firma Michelin übernommen bzw. angeboten wurde.

Im letzten Beitrag folgert LAMY nach Auswertung qualitativer Quellen, daß das Arbeitergedächtnis einengende bzw. unterdrückende Aspekte des Systems verklärt: Die Realität häufiger Arbeitsunfälle, Berufskrankheiten und Massenentlassungen fallen der Verdrängung zum Opfer. Den Grund für diese Erinnerungslücken sieht er in einer verbreiteten Idealisierung Edouard Michelins, der nicht nur als Chef, sondern auch als bescheidener Mensch und Familienvater, als Vorbild in der Lebensführung, wahrgenommen wurde. Dennoch entwickelte sich in den Siedlungen der Firma Michelin ein Solidaritätsgefühl, gespeist durch die Zugehörigkeit zu einer gemeinsamen Welt mit ähnlichen Lebensbedingungen.

Bei dem vorliegenden Band handelt es sich um den geglückten Versuch, ein und denselben Gegenstand aus verschiedenen Blickwinkeln zu beleuchten, sich ihm mit unterschiedlichen Methoden zu nähern und gleichzeitig einer übergeordneten Fragestellung nachzugehen. Trotz einiger, wohl auch nicht zu vermeidender Wiederholungen wirkt das Buch inhaltlich geschlossen. Sicherlich hätte mit Hilfe der Firmenunterlagen vieles deutlicher herausgearbeitet werden können. Den Autoren ist es jedoch hoch anzurechnen, daß sie sich trotz dieses Mankos – auf der Grundlage des verfügbaren Materials – an die Arbeit gemacht haben. Das Buch zeigt, daß ein solcher Versuch durchaus lohnend und erfolgreich sein kann.

Karen SCHNIEDEWIND, Bremen

Christa BERG (Hg.), Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte. Bd. IV: 1870–1918, Von der Reichsgründung bis zum Ende des Ersten Weltkrieges, München (Beck) 1991, VI–584 p.

Ce quatrième tome d'une histoire de l'éducation allemande dont la valeur de référence est maintenant bien connue se signale par des qualités analogues à celles qui ont fait la réputation des volumes déjà parus de la série: appareil critique et bibliographique important après chaque chapitre, complété en annexe par une bibliographie générale et trois index des noms, des matières et des lieux ainsi que par la liste des tableaux, organigrammes et autres relevés statistiques contenus dans l'ouvrage¹. L'organisation de celui-ci est fidèle à la ligne retenue pour l'ensemble des volumes: il va du général au particulier, des problèmes sociaux posés par cette période où le pays a connu une modernisation et une croissance sans précédents aux questions éducatives proprement dites, pour ouvrir à la fin le débat sur la militarisation de la société allemande et son glissement dans la guerre. C'est qu'en effet ce «manuel» ne se contente pas de fournir des informations techniques riches et précises, il ne cesse de mettre en perspective et de nourrir les réflexions. On est impressionné ici encore par son caractère synthétique et complet. Il inscrit l'histoire de l'éducation dans l'histoire des mentalités, l'histoire sociale, économique, culturelle, l'histoire des médias, des sciences et des techniques. Les premiers chapitres soulignent les mutations parfois douloureuses entraînées par la modernisation notamment dans les «milieux de vie», la famille, les groupes sociaux. Puis vient l'étude de réformisme pédagogique et des adaptations institutionnelles, scolaires et universitaires, qui tentent de mettre en œuvre les changements exigés par ces évolutions. On est frappé par la modernité des problèmes qui se sont posés à l'Allemagne d'il y a un siècle: rapports entre la formation générale, dans la lignée de l'éducation humaniste traditionnelle, et une formation plus technique ou professionnelle qui doit se diversifier de plus en plus, prise en compte par une pédagogie nouvelle, «non autoritaire» (ou moins autoritaire) des besoins et des qualités spécifiques de la jeunesse, développement du travail social et de la formation continue

1 Voir aussi FRANZIA 19/3 (1992) p. 271–272.

(ou «formation des adultes»), apparition d'une université de masse etc. On comprend dès lors comment l'Allemagne, par les solutions qu'elle y a apportées, a pu passer à plus d'un titre pour exemplaire dans le domaine éducatif. Mais à côté de cette modernité, et comme son envers, il y a les dérives de la société allemande, les ambiguïtés du «mythe de la jeunesse», la scission entre les intellectuels et les nouvelles réalités, l'emprise croissante des habitudes et de mentalités militaires. Un livre destiné tout autant aux spécialistes des sciences et de l'histoire de l'éducation qu'aux germanistes ou historiens désireux de mieux comprendre l'évolution moderne de l'Allemagne.

Gilbert MERLIO, Paris

Johannes KANDEL, *Protestantischer Sozialkonservatismus am Ende des 19. Jahrhunderts. Pfarrer Rudolf Todts Auseinandersetzung mit dem Sozialismus im Widerstreit der kirchlichen und politischen Lager*, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1993, 375 p.

Au dix-neuvième siècle, des transformations sociales capitales comme la révolution industrielle ont influencé de façon décisive aussi bien la composition institutionnelle de l'Eglise protestante allemande que son attitude face aux problèmes de la vie de tous les jours et ses formes d'action. Tout ce qu'implique la formule lapidaire «question sociale» constitue à ses yeux une extraordinaire provocation, dépassant largement la conception quelque peu schématique du rapport de l'Eglise à l'Etat comme d'une union «du trône et de l'autel».

Dans cet ouvrage, les rapports beaucoup plus complexes entre l'Eglise et l'Etat nous sont montrés à travers l'itinéraire de Rudolf Todt (1839–1887), pasteur dans un village de Prusse, puis inspecteur ecclésiastique dans la ville de Brandebourg. Dans cette région à l'Est de l'Elbe, la puissance politique des hobereaux est toujours fortement ancrée tout comme certains droits féodaux, la sévérité des mesures coercitives à l'égard des paysans dont la majeure partie à juste de quoi survivre, ainsi que les ouvriers des tuileries de la région et les drapiers de Brandebourg.

La vie et l'œuvre de Rudolf Todt nous confrontent aux conceptions socio-économiques, aux composantes politiques du protestantisme allemand: l'unification de l'Allemagne, en 1871, est considérée comme la victoire du protestantisme allemand, de la germanité protestante, ou, selon la formule d'Adolf Stoecker, prédicateur à la Cour, comme «l'achèvement du Saint-Empire-Germanique-Protestant». De tendance bourgeoise, voire aristocratique, l'Eglise recrute ses pasteurs dans les classes moyennes de la bourgeoisie. L'Allemagne qui s'industrialise à grands pas occulte la question sociale dont s'est préoccupée de bonne heure l'Eglise catholique en créant des institutions d'accueil et d'aide aux ouvriers dans les centres industriels, alors que l'Eglise protestante se fait tirer l'oreille. Ses fonctions laissent à Todt le temps pour les études: l'œuvre de Ferdinand Lassalle dont il approuve l'aide souhaitée de l'Etat pour la création de coopératives de production, les théories marxistes, le libéralisme en tant que doctrine économique. Il fait siennes les tentatives de Gustav Schmoller pour trouver une troisième voie entre l'individualisme outrancier du libéralisme et le socialisme collectiviste du marxisme.

Todt explique aux «possédants» que toute société qui se dit chrétienne a des obligations sociales et leur demande de participer à l'élaboration d'un programme de réformes sociales, d'un socialisme d'Etat. Entre le conservatisme traditionnel, le socialisme – toujours démonisé par tant d'autres – et le libéralisme, son conservatisme se veut chrétien, basé sur une interprétation ouverte, sociale du Nouveau Testament. Le grand mérite de Todt qui n'a pas fait d'analyse originale de la société de son époque, est d'être intervenu d'un point de vue théologique dans le débat entre économistes d'une part et théoriciens du socialisme de l'autre, d'avoir cherché à diriger le regard de l'Eglise protestante vers la réalité des conditions socio-économiques, de transformer l'église en église du peuple («Volkskirche»). Travaillant un certain temps avec Adolf Stoecker au moment de la création de «l'Association Centrale pour